Dans cette contribution Walden Belo revient sur les luttes écologistes en Asie, leur articulation aux autres mouivements sociaux et leur rôle dans le combat contre le changement climatique. Cet article est paru dans le dossier « Capitalisme, Crise et Développement », de la revue imprimée Contretemps (1re série, numéro 21, fevrier 2008).

***

L'attitude du monde en développement par rapport à la question écologique a souvent été assimilée aux commentaires pugnaces de l'ancien Premier ministre malaysien Mahamad Mahatir qui déclarait, en juin 1992, lors de la conférence de Rio sur l'environnement et le développement : « *Quand les riches hachèrent leurs forêts, construisirent leurs usines cracheuses de poison et écumèrent le monde à la recherche de ressources bon marché, les pauvres n'ont rien dit. Ils payèrent pour le développement des riches. Et maintenant les riches exigent de réguler le développement des nations pauvres… Comme colonies nous fûmes exploités. Maintenant, en tant que nations indépendantes nous sommes également exploités*. »[1]

Mahatir a été perçu au Nord comme porte-parole d'un Sud qui cherche à effectuer son rattrapage à n'importe quel prix et où le mouvement écologiste est faible ou inexistant. La Chine serait aujourd'hui exemplaire de cette obsession d'industrialisation rapide sans considération pour l'environnement.

Cette perception est une caricature. Dans les faits, les coûts environnementaux de l'industrialisation rapide constituent un sujet majeur de préoccupation pour des secteurs significatifs de la population des pays en développement et le mouvement écologiste y joue un rôle important. De plus, des débats intenses ont actuellement lieu sur les alternatives au modèle déstabilisant de croissance rapide. Bien que dans cet article l'accent soit mis sur l'Asie, cette tendance s'observe en Amérique latine et dans d'autres régions du Sud global.

L'émergence du mouvement écologiste dans les nouveaux pays industriels

En Corée et à Taïwan, pays autrefois appelés les nouveaux pays industriels, les mouvements écologistes sont parmi les plus avancés. Cela n'est pas surprenant puisque le processus de développement industriel rapide dans ces deux sociétés de 1965 à 1990 s'est effectué avec très peu ou pas du tout de contrôle environnemental. En Corée, les fleuves Han et Nakdong qui traversent respectivement Séoul et Pusan ont été tellement pollués par les rejets de déchets industriels non contrôlés qu'ils furent sur le point d'être classifiés comme biologiquement morts. Les rejets de déchets toxiques atteignirent des proportions critiques. En 1978, Séoul obtint la distinction peu enviable d'être la ville avec la plus haute concentration en dioxyde de souffre dans l'air, des niveaux élevés étant également enregistrés à Incheon, Busan, Ulsan, Masan, Anyang et Changwon[2].

À Taïwan, l'industrialisation rapide a également eu sa face obscure. La version taïwanaise de l'industrialisation équilibrée visait à limiter la concentration industrielle et encourageait les industriels à installer leurs ateliers à la campagne. Le résultat fut qu'une part substantielle des 90 000 hectares qu'ils occupent se situe dans les champs de riz, le long des cours d'eau et à proximité des zones d'habitation. Avec trois usines par mile carré (2,6 km2), la densité industrielle à Taïwan est 75 fois supérieure à celle des États-Unis. Résultat,

20 % des terres arables sont polluées par les eaux usées des industries et 30 % du riz cultivé sur l'île est contaminé par des métaux lourds tels que le mercure, l'arsenic et le cadmium[3].

Dans ces deux pays, les paysans, les travailleurs et l'environnement ont supporté les coûts de l'industrialisation accélérée. Il n'est donc pas surprenant que dans les deux on assiste à l'émergence d'un mouvement écologiste spontané, très militant et qui attire des participants de différentes catégories sociales tout en faisant le lien entre les revendications environnementales et les questions d'emploi, de santé au travail, de crise agricole. Pour ce mouvement l'action directe est devenue une arme de choix car, comme l'indique Michale Hsiao : « Les gens ont appris que les luttes peuvent produire des résultats ; la plupart des actions dont on peut faire un bilan ont atteint leurs objectifs. Les usines polluantes ont été soit contraintes d'apporter des améliorations immédiates soit de payer des compensations aux victimes. Certaines usines ont été obligées de fermer ou ont dû être déplacées. Quelques actions préventives ont même empêché la construction d'unités polluantes. »[4]

Dans les deux pays les mouvements écologistes ont obligé leur gouvernement à adopter des règles restrictives concernant les produits toxiques, les déchets industriels et la pollution de l'air.

Cependant, de manière ironique, ces succès enregistrés par les mobilisations de citoyens ont créé de nouveaux problèmes avec la migration des industries polluantes depuis Taïwan et la Corée vers la Chine et le Sud-Est asiatique. Tout comme les firmes japonaises, les firmes coréennes et taïwanaises se sont implantées en Asie du Sud-Est principalement pour deux raisons : une main d'œuvre bon marché et des normes environnementales laxistes.

Les luttes écologistes en Asie du Sud-Est

Dans de nombreux pays du Sud-Est asiatique, à la différence de la Corée et de Taïwan, le mouvement écologiste existait avant même la période d'industrialisation rapide du milieu des années 1980 au milieu des années 1990. Les mouvements ont émergé dans les années 1970 dans le cadre de luttes contre des centrales nucléaires (Philippines), ou contre des centrales hydroélectriques géantes, la déforestation et les pollutions marines (Thaïlande, Indonésie, Malaisie et Philippines). Certaines de ces luttes donnèrent lieu à des batailles épiques. Ainsi, les mobilisations contre les barrages sur les fleuves Chico aux Philippines et Pak Mun dans le Nord-Est de la Thaïlande contraignirent la Banque mondiale à renoncer à soutenir ces projets hydroélectriques géants. Cela fut également le cas pour le barrage de Narmada en Inde (cf. infra). Un autre front de la lutte pour la préservation de l'environnement a été le combat contre les firmes étrangères qui se sont implantées pour bénéficier de normes environnementales moins strictes que dans leur pays d'origine.

Plus encore qu'en Asie du Nord-Est, la question environnementale en Asie du Sud-Est est une préoccupation qui, au-delà des classes moyennes, touche largement les masses. Ainsi, dans la mobilisation contre le barrage de Chico, l'opposition principale était celle des peuples indigènes alors que dans le cas du barrage de Park Mun, le noyau de la contestation était formé de petits paysans et de pêcheurs. La question environnementale était aussi intégrée de manière plus cohérente dans une critique globalisante. Dans le cas des Philippines, par exemple, la déforestation était perçue comme une conséquence

inévitable de la stratégie de croissance tirée par les exportations imposée par les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du FMI : les exportations de bois, d'autres matières premières et de biens manufacturés produits avec du travail bon marché devaient générer les recettes en devises permettant de rembourser l'énorme dette extérieure du pays. La classe moyenne, les travailleurs, les pauvres urbains et les écologistes ont ainsi été poussés à s'allier face à l'axe antiécologique constitué par le capital transnational, le capital local monopolistique et le gouvernement central.

Les mouvements écologistes en Asie du Sud-Est jouèrent un rôle non seulement en sabordant des projets tels que celui d'une centrale nucléaire à Bataan mais également en évinçant les dictatures des années 1970-1980. En effet, puisque la question environnementale n'était pas perçue comme « politique » par les régimes autoritaires, s'organiser autour de ces questions comme autour des questions de santé n'était pas initialement proscrit. Ainsi, les luttes écologistes constituèrent-elles un des axes à partir duquel le mouvement antidictatorial se structura et toucha de nouvelles personnes. La destruction de l'environnement devenant une illustration supplémentaire de l'irresponsabilité des régimes. En Indonésie par exemple, l'organisation environnementale WALHI a été jusqu'à engager des poursuites pour pollution et destruction de l'environnement contre six institutions gouvernementales, y compris le ministère de l'environnement et de la population[5]. Lorsque les dictatures comprirent ce qui était en train de se jouer, il était souvent trop tard pour elles : écologie et antifascisme s'étaient nourris l'un l'autre.

Mobilisations écologistes en Chine

Un processus similaire pourrait se dérouler aujourd'hui en Chine. La crise environnementale est profonde. Par exemple, le niveau hydrographique souterrain dans la plaine de la Chine du Nord diminue de 1,5 mètre/an. Cette région produit 40 % des céréales du pays. L'écologiste Dale Wen remarque : « On ne peut que se demander comment la Chine se nourrira une fois que les nappes phréatiques seront épuisées. »[6] La pollution de l'eau, sa raréfaction, la pollution et la dégradation des sols, la désertification, le réchauffement climatique et la crise énergétique à venir constituent autant de produits dérivés de l'industrialisation rapide en Chine et de l'expansion massive de la consommation.

Bien que l'essentiel de la déstabilisation environnementale de la Chine résulte d'entreprises locales ou de gigantesques entreprises publiques telles que le barrage des Trois-Gorges, la contribution des investisseurs étrangers est loin d'être négligeable. Profitant de la mise en application peu rigoureuse des normes environnementales, de nombreuses multinationales occidentales ont délocalisé leurs usines les plus polluantes dans le pays, créant et exacerbant des problèmes environnementaux. Wen indique que les deltas des fleuves Perle et Yangzi où se situent les zones économiques spéciales où sont implantées la plupart des multinationales sont les régions les plus affectées par la pollution aux métaux lourds et aux polluants organiques persistants[7].

Le réchauffement climatique ne constitue pas une menace lointaine. La première étude détaillée de l'impact de la hausse du niveau des mers effectuée par Gordon McGranahan, Deborah Balk et Bright Anderson considère que la Chine est le pays d'Asie le plus menacé par la hausse de 10 mètres du niveau des mers attendue au cours du siècle prochain[8]. 144 millions de Chinois vivent dans des zones côtières de basse altitude et ce nombre devrait

s'accroître en raison de la stratégie de développement des exportations engagées par le gouvernement qui inclue la création de nombreuses zone économiques spéciales. L'étude avertit : « Du point de vue de l'environnement, il n'y a aucun doute sur le double désavantage d'un développement côtier excessif (et potentiellement rapide). Premièrement, un développement côtier non contrôlé risque de dégrader des écosystèmes fragiles et d'autres ressources importantes. Deuxièmement, la construction d'habitations dans ces zones expose les résidents aux dangers venus de la mer tels que l'élévation du niveau des eaux et les tempêtes tropicales qui constituent des risques croissants avec le réchauffement climatique »[9]. La récente vague de super typhons descendus du continent asiatique vers le Pacifique Ouest souligne la gravité de cette observation.

En ce qui concerne la santé publique, l'infrastructure sanitaire rurale périclite d'après Dale Wen. Le système a été privatisé avec l'introduction d'un mécanisme d'honoraires pour services rendus qui participe du programme de réforme néolibéral. Une conséquence de cette évolution est la résurgence de maladies qui avaient été en partie résorbées telles que la tuberculose et la schistosomiase. Cuba, au contraire, est reconnu pour la qualité de son système de santé rural alors que, comme le souligne Wen, il est basé sur le système du médecin aux pieds nus de l'époque maoïste[10].

La sécurité alimentaire constitue une autre question de santé publique d'importance. La combinaison de l'industrialisation de la production alimentaire et de l'allongement des chaînes d'approvisionnement du producteur au consommateur est fortement suspectée d'être à l'origine de la grippe aviaire qui partie de Chine s'est étendue à d'autres pays. Le gouvernement ne s'est pas montré fiable dans la gestion des nouvelles maladies telles que la grippe aviaire et le SRAS, en cherchant à minimiser la menace voire à l'escamoter dans le cas du SRAS.

Comme à Taïwan ou en Corée quinze ans plus tôt, l'industrialisation orientée vers l'exportation à tout va s'est traduite simultanément par la migration d'une main d'œuvre bon marché, l'appropriation ou la dégradation de terres des communautés paysannes et, en réaction, l'émergence de mouvements écologistes et de partisans d'un changement majeur en matière d'économie politique qui constituent la « nouvelle gauche ». Les émeutes, manifestations et conflits écologiques se sont accrus de 30 % en Chine en 2005 – qui a compté plus de 50 000 événements ; l'agitation sociale relative aux pollutions – est devenue selon un rapport « une source contagieuse d'instabilité dans le pays ». En effet, un grand nombre de mobilisations mêlent questions environnementales, sociales et politiques. Ce que le ministère de la Sécurité publique appelle « les incidents en réunion » est passé de 8 700 en 1995 à 87 000 en 2005, pour la plupart dans les campagnes. De plus le nombre de participants est passé d'une moyenne de 10 personnes ou moins au milieu des années 1990 à 52 personnes par événement en 2004[11]. En avril 2005, à Huashui, dix mille policiers affrontèrent des villageois désespérés qui réussirent à remettre en cause des droits acquis à polluer leur terre.

Comme à Taiwan, les gens ont découvert dans les campagnes chinoises l'efficacité de l'action directe. « Sans émeutes, rien n'aurait changé » déclare Wang Xiaofang, un paysan de 43 ans. « Les gens ont finalement atteint un point de rupture »[12]. Comme en Asie du Sud-Est, les luttes pour la défense de l'environnement et de la santé publique peuvent conduire à un élargissement de la conscience politique.

La force du mouvement écologiste en Chine ne doit pas être exagérée. Le nombre de ses échecs excède très largement le nombre de ses succès. Les alliances sont souvent spontanées et ne s'étendent pas au-delà du niveau local. Ce que Dale Wen appelle une

coalition nationale « rouge-vert » pour le changement reste pour le moment une force potentielle qui doit être construite. Néanmoins, le mouvement écologiste n'est plus un acteur marginal. Il est devenu quelque chose avec lequel l'État et le capital doivent compter. En effet, le ferment rural est un facteur clé qui est réputé rendre l'actuelle direction du pays plus ouverte aux suggestions de « la nouvelle gauche » : un changement de la politique économique rompant avec la croissance rapide orientée vers les exportations au profit d'une stratégie de croissance soutenable, plus lente et orientée vers la demande domestique.

Le mouvement écologiste en Inde

Comme en Chine, l'environnement et la santé publique ont été des thèmes de combat. Au cours des vingt-cinq dernières années, le mouvement pour la défense de l'environnement et de la santé publique a explosé. Il est devenu une des forces vives qui travaillent à l'approfondissement de la démocratie indienne.

Le combat pour l'environnement et la santé publique remonte à loin, mais un seul grand événement a peut-être réellement permis au mouvement d'atteindre une masse critique : la fuite de gaz de Bhopal le 3 décembre 1984 qui a laissé échapper 40 tonnes d'isocyanate de méthyle, tuant immédiatement 3 000 personnes et causant entre 15 000 et 20 000 morts au total. La lutte pour une juste indemnisation des victimes de Bhopal se poursuit jusqu'à aujourd'hui.

On observe actuellement une prolifération de luttes dans ce vaste pays. Il y a la campagne nationale contre les usines Coca Cola et Pepsi Cola car elles puisent dans les eaux souterraines et polluent les champs avec leurs épandages. Il y a des luttes locales contre l'aquaculture intensive dans des fermes du Tamil Nadu, d'Orissa et d'autres états côtiers. Il y a également la campagne non-violente mais déterminée menée par les fermiers contre les OGM, avec par exemple des pratiques d'arrachage ou de mise à feu des champs de riz OGM. Et bien sûr, il y a des mouvements contre les barrages comme le mouvement Narmada Bachao Andolan. Ces luttes ont fait émerger de grands leaders, dont certains sont devenus des figures clés de la lutte écologiste à l'échelle mondiale.

En matière de santé publique, le problème central vient de l'énorme pression des firmes pharmaceutiques étrangères pour que l'Inde adopte une législation sur les brevets serait cohérente avec l'accord sur la propriété intellectuelle (ADPIC) de l'OMC. L'inquiétude porte sur le risque de voir disparaître la possibilité de produire des médicaments génériques à bas prix à la fois pour le marché intérieur et pour l'exportation. Que le pays choisisse de se plier ou pas à cet accord est devenu une question de vie ou de mort pour les 2 à 3,6 millions de personnes qui vivent avec le VIH en Inde – soit moins que l'Afrique du Sud ou le Nigeria — mais aussi pour la large frange de la population de nombreux pays africains infectée par le virus et qui dépend des importations de médicaments à bas prix pour être soignée.

Il y a deux ans, des amendements clés défendus par des forces progressistes ont été incorporés à la « loi sur les brevets indiens ». Il en a résulté, comme l'a écrit un journal influent, « un régime de brevets relativement souple pour

le moment »[13]. Un de ces amendements déclarait que les firmes indiennes pouvaient continuer à produire et à mettre sur le marché les médicaments qu'elles produisaient avant

le 1er janvier 2005, après avoir payé des « royalties raisonnables » au détenteur du brevet. Sous le régime antérieur elles ne pouvaient pas faire cela. Un autre amendement important a permis que le processus d'exportation des médicaments vers un autre pays soit moins difficile car il n'est plus nécessaire de demander une licence à ce pays. Certains ont considéré que ces amendements n'ont pas été d'une grande utilité pour contrer l'offensive des multinationales visant à privatiser la connaissance au détriment de la santé publique. D'autres soutiennent que si les amendements peuvent sembler mineurs, ils ont leur importance car dans le monde byzantin des ADPIC, le diable est dans les détails.

Il faut aussi s'intéresser au mouvement écologiste indien le plus massif et le plus influent : le mouvement antibarrage. Les barrages sont une illustration de ce qu'était pour de nombreux gouvernements du tiers-monde la modernisation dans l'après-guerre : le rattrapage du niveau de développement de l'Occident. Dans le domaine de l'énergie, le projet technologique consistait à créer un nombre limité de centrales électriques – barrages gigantesques, usines fonctionnant au charbon ou au pétrole ou bien centrales nucléaires –, positionnées stratégiquement de manière à approvisionner en électricité les quatre coins du pays. Les sources d'électricité locales ou traditionnelles qui permettaient un certain degré d'autosuffisance étaient considérées comme arriérées. Si vous n'étiez pas relié à un réseau central, vous étiez arriéré.

L'électrification centralisée avec ses grands barrages, ses usines marchant au charbon et ses centrales nucléaires faisait fureur. Il y avait quasiment une ferveur religieuse dans cette vision des chefs et des technocrates qui qualifiaient leur travail quotidien d'« électrification missionnaire » : il s'agissait de connecter le village le plus éloigné au réseau central. Nehru, la figure dominante de l'Inde de l'après-guerre mondiale, a qualifié les barrages de « temples de l'Inde moderne ». Une affirmation qui, comme le pointe l'auteure indienne Arundhati Roy, a réussi à s'imposer jusque dans les manuels d'école primaire dans toutes les langues de l'Inde. Les grands barrages sont devenus un objet de foi inextricablement lié au nationalisme. « Questionner leur utilité c'est quasiment se rendre coupable de sédition »[14].

Dans son essai The Cost of Living, Roy observe brillamment qu'au nom de l'électrification missionnaire les technocrates indiens n'ont pas seulement construit « de nouveaux barrages et des plans d'irrigation… [mais ont aussi] pris le contrôle de petits systèmes traditionnels d'approvisionnement en eau qui existent depuis des milliers d'années et les ont laissés péricliter »[15]. Ici Roy nous fait part d'une vérité essentielle : l'électrification centralisée a empêché le développement de systèmes alternatifs qui auraient pu être plus décentralisés, plus orientés vers les besoins des gens, moins problématiques pour l'environnement et moins coûteux en capital.

De puissantes coalitions locales constituées de technocrates de l'énergie, des milieux d'affaire et des élites urbaines et industrielles ont porté le projet d'électrification centralisée. Malgré la rhétorique sur « l'électrification rurale », l'électrification centralisée était essentiellement acheminée vers les villes et les industries. De plus, dans le cas des barrages, cela a impliqué d'utiliser le capital naturel des campagnes et des forêts pour subventionner la croissance des industries basées dans les zones urbaines. L'industrie était le futur. L'industrie était ce qui produisait de la valeur ajoutée. L'industrie était synonyme de pouvoir national. L'agriculture était le passé.

Pendant que certains intérêts recueillaient des bénéfices, d'autres en payaient les coûts. Ce sont particulièrement les zones rurales et l'environnement qui ont subi les coûts de la centralisation de l'électrification. Des crimes immenses ont été commis au nom de la

production d'électricité et de l'irrigation, dit Roy, mais ils sont cachés parce que les gouvernements ne les ont jamais enregistrés. En Inde Roy calcule que les gros barrages ont causé le déplacement d'environ 33 millions de personnes dans les cinquante dernières années, 60 % d'entre elles seraient des intouchables ou des peuples indigènes.

L'Inde n'a pas de politique nationale de réinstallation pour les populations déplacées à cause de ces barrages. Les coûts en matière d'environnement ont été gigantesques. Roy pointe le fait que « les preuves contre les grands barrages sont de plus en plus nombreuses : désastres dans l'irrigation, inondations causées, davantage de zones arides et de zones inondables qu'en 1947. Le fait est que pas une seule rivière en plaine n'est potable »[16].

Les choses ont changé quand le gouvernement a annoncé ses projets de barrage sur la grande Narmada River à la fin des années 1970. Au lieu d'accepter tranquillement l'entreprise soutenue par la Banque mondiale, les populations affectées se sont organisées pour résister et la mobilisation continue jusqu'à ce jour. Les mouvements Narmada Bachao Andolan menés par Medha Patkar sur le barrage Sardar Sarovar et par Alok Aggarwal et Silvi sur le barrage Maheshwar ont été soutenus dans toute l'Inde et internationalement. La résistance populaire menée principalement par des adivasis et des indigènes a réussi à faire plier la Banque mondiale qui a renoncé à son soutien financier au projet. De plus, les mobilisations ont fait prendre tellement de retard que l'achèvement du barrage est devenu incertain. La Cour suprême a ordonné l'indemnisation de tous ceux qui ont été affectés par la construction du barrage de Sardar Sarovar et, en mars 2005, a exigé l'arrêt de la construction du barrage jusqu'à ce qu'ils soient effectivement indemnisés. La construction du barrage a été arrêtée à 110,6 mètres, bien plus haut que les 88 mètres proposés par les militants, et plus bas que les 130 mètres que le barrage est supposé atteindre. L'issue du conflit n'est pas claire aujourd'hui et nous ne savons ce qu'il en sera, si la construction reprendra et quand, bien que le projet dans son entier soit censé être terminé en 2025[17]. Le destin du barrage Maheshwar est tout aussi peu clair.

L'impact politique de la lutte de Narmada a été aussi très important. Cette lutte s'est positionnée à la pointe des mouvements sociaux qui ont fait avancer la démocratie indienne et transformé la scène politique. La bureaucratie d'État et les partis politiques doivent maintenant écouter ces mouvements sous peine de se heurter à une opposition et, dans le cas des partis, de perdre le pouvoir. Les mouvements sociaux dans les zones rurales ont joué un rôle clé dans l'émergence d'une conscience de masse qui a permis la défaite en 2004 de la coalition néolibérale menée par le Parti nationaliste hindou (Bharatiya Janata Party – BJP) et dont le slogan pro-globalisation de campagne était : « L'Inde brille ». Son successeur, la coalition menée par le Parti du Congrès, a tourné le dos aux protestations rurales qui ont permis son élection et mis en place les mêmes politiques antiagriculture et pro-globalisation. Ce qui risque d'entraîner un retour de bâton dans un futur proche.

Le mouvement écologiste est aujourd'hui devant le plus gros défi de son histoire : le réchauffement climatique. Comme en Chine, la menace n'est pas loin, ni en termes de temps ni en termes d'espace. Le déluge que la ville de Bombay a connu en 2005 est dû à des précipitations exceptionnelles qui n'arrivent normalement qu'une fois par siècle[18]. Les glaciers himalayens perdent du terrain et l'un des plus grands recule à une vitesse qualifiée par un journal d'« alarmante, et influençant le débit des fleuves descendant de l'Himalaya »[19]. 6 % de la population indienne, c'est-à-dire 63,2 millions de personnes, vivent dans des zones inondables vulnérables aux raz-de-marée[20]. Sur la côte du Gujarat, la hausse du niveau de la mer déplace des villages. C'est aussi le cas dans de très nombreux endroits le

long des 7 500 km de côtes indiennes. Un rapport indique que dans les « Sunderbans, deux îles ont déjà disparu de la carte, causant le déplacement de 7 000 personnes. Douze autres îles sont susceptibles de disparaître car la mer monte chaque année de 3,14 mètres. Cela créerait 70 000 réfugiés. Cinq villages dans le parc national de Bhitarkanakina dans l'Orissa, très connu pour ses tortues de type Olive Ridley, ont été submergés et dix-huit autres devraient connaître le même sort.[21] »

Comme en Chine, le grand défi est de construire un mouvement de masse qui puisse mettre en cause non seulement l'élite mais aussi des secteurs de la classe moyenne urbaine qui ont été les principaux bénéficiaires de la stratégie économique de croissance élevée poursuivie depuis le début des années 1990.

Élites nationales et tiers-mondisme

J'ai voulu retracer l'évolution du mouvement écologiste de masse en Asie de l'Est et en Inde pour m'opposer à l'image répandue selon laquelle les masses asiatiques sont des éléments inertes qui acceptent sans critique les modèles d'industrialisation par les exportations destructeurs de l'environnement tels que promus par les élites gouvernantes. Il est de plus en plus clair pour les gens ordinaires dans toute l'Asie que ce modèle a ruiné l'agriculture, amplifié les inégalités de revenus, entraîné une augmentation de la pauvreté après les crises financières asiatiques et causé partout de très grands dommages à l'environnement.

Ce sont les élites nationales qui professent la ligne ultra tiers-mondiste selon laquelle le Sud a encore un gros quota de pollution alors que le Nord a dépassé son quota. Ce sont elles qui appellent à l'exonération des limites obligatoires d'émission de gaz à effet de serre du nouveau Protocole de Kyoto pour les pays en voie d'industrialisation rapide. Quand l'administration Bush dit qu'elle ne respectera pas le Protocole de Kyoto parce qu'il n'a pas d'effet en Chine et en Inde, et que les gouvernements chinois et indien disent qu'ils ne toléreront pas de limites à leurs émissions de gaz à effet de serre parce que les États-Unis n'ont pas ratifié le Protocole, ils forment en fait une alliance peu avouable pour permettre à leurs élites économique de continuer à éluder leurs responsabilités en matière d'environnement aux dépends du reste du monde.

Cette alliance est désormais formalisée à travers le « Partenariat Asie Pacifique » créée en 2006 par la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée et les États-Unis pour concurrencer le Protocole de Kyoto négocié dans le cadre des Nations unies. Ce groupe a récemment recruté le Canada, désormais gouverné par le clone de Bush, Stephan Harper, et cherche à introduire la notion de limites volontaires, et non pas imposées, sur les émissions de gaz à effet de serre. C'est une dangereuse bande de pays qui n'ont pas grand-chose d'autre sur leur agenda que de rejeter du carbone là où bon leur semble, car c'est ce que signifie réellement « poser des limites volontaires ».

Un besoin d'ajustement global

Il n'y a aucun doute que l'ajustement au réchauffement climatique pèsera largement sur le Nord et que cet ajustement devra avoir lieu dans les dix à quinze prochaines années. Cet ajustement nécessaire sera certainement plus important que les 50 % de réduction en

2050 par rapport aux émissions des années 1990 (ce qui est préconisé par le G8). Pour certains experts, c'est 90 à 100 % de réduction par rapport aux niveaux actuels qui pourraient être requis – ce qui voudrait dire zéro émission[22]. Quel que soit le taux réel, il est évident que le Sud aura aussi besoin de s'ajuster, proportionnellement moins que le Nord, mais également de façon assez stricte.

L'ajustement du Sud n'aura pas lieu si le Nord n'en prend pas le chemin. Mais il n'aura pas non plus lieu si les leaders du Sud ne mettent pas à la poubelle le paradigme de forte croissance orientée vers les exportations promu par la Banque mondiale et la plupart des économistes auquel les élites et de nombreuses couches moyennes sont accros.

Les gens dans le Sud sont ouverts à une alternative au modèle de développement qui a échoué à la fois pour l'environnement et pour la société. Par exemple, en Thaïlande, un pays dévasté par la crise financière asiatique et englué dans de nombreux problèmes écologiques, globalisation et croissance tirée par les exportations sont devenus des gros mots. À la consternation du magazine The Economist, les Thaïlandais sont de plus en plus réceptifs à l'idée d'« économie de suffisance » promue par le monarque populaire King Bhumibol. C'est une stratégie tournée vers l'intérieur qui insiste sur l'autosatisfaction au niveau local et sur la création de liens plus forts entre réseaux économiques domestiques tout en « travaillant modérément avec la nature »[23].

La Thaïlande est peut-être une exception en ce qui concerne l'engagement d'une partie de l'élite en faveur d'une voie plus durable. Et même dans ce cas, l'orientation de ce groupe en faveur d'une alternative est questionnée par beaucoup. Ce qui est clair, c'est qu'on ne peut pas, dans la plupart des pays du Sud, dépendre des élites et de certains secteurs des classes moyennes pour changer de façon décisive le cours des choses. Au mieux ils tergiverseront. La lutte contre le réchauffement climatique global aura besoin d'être menée par une alliance qui passera avant tout par les sociétés civiles progressistes du Nord et les mouvements de masse du Sud.

Comme au Nord, les mouvements écologistes au Sud ont connu des hauts et des bas. Il semblerait, comme dans tous les mouvements sociaux, qu'il faille une conjonction particulière de circonstances pour donner de la visibilité aux mouvements écologistes après des phases de moindre activité ou pour transformer diverses luttes locales en un mouvement à l'échelle nationale. Dans le cas du réchauffement climatique, le défi auquel font face les militants du Nord et du Sud est encore plus grand : il s'agit de faire émerger les circonstances qui entraîneront la formation d'un mouvement de masse à l'échelle globale, capable de faire face de façon décisive à la plus grande menace de notre temps.

Article traduit de l'anglais par Cédric Durand et Marie-Laure Geoffray.

Notes

1Discours de Mohamad Mahathir, lors de la Conférence de l'ONU sur Environnement et Développement, Rio de Janeiro, 13 juin 1992.

2La crise écologique en Corée est traitée longuement dans Walden Bello and Stéphanie Rosenfeld, *Dragons in Distress : Asia's Miracle Economies in Crisis* (San Francisco : Food

First, 1990), p. 95-118.

3Ibid., p. 195.

4Ibid., p. 213.

5Frieda Sinanu, « Coming of Age : Indonesia's Environmental Network

Faces Dilemmas as it Turns 25 », *Inside Indonesia,* 2007 ; http://insideindonesia.org/content/view/72/29/ .

6Entretien avec Dale Wen, Focus on the Global South website, http://www.focusweb.org/interview-with-dale-wen

7Ibid.

8Cité dans R. Ramachandran, « Coming Storms », Frontline, vol. 24, n° 7, avril 2007. http://www.frontlineonnet.com/fl2407/stories/2007042001609000.htm

9Cité dans ibid.

10Communication par e-mail, 25 sept. 2007.

11Fred Bergsten et al., China : What the World Needs to Know now about the Emerging Superpower (Washington : Center for Strategic and International Studies and Institute for International Economics, 2006), p. 40-41.

12« Increase in Environmental Unrest Causes Instability in China », Green Clippings, http://www.greenclippings.co.za/gc_main/article.php?story=20060906170952367

13V. Sridhar Siddharth Narrain, « A Tempered Patents Regime », Frontline, vol. 22, n° 8, 2005 ; http://www.flonnet.com/fl2208/ stories/20050422004602800.htm

14Arundhati Roy, *The Cost of Living*, London, Flamingo, 1999.

15Ibid.

16Ibid.

17« Narmada River », Wikipedia ; http://en.wikipedia.org/wiki/Narmada_River

18R. Ramachandran, « Himalayan Concerns », *Frontline*, vol. 24, n° 14, 2007 ; http://www.flonnet.com/fl2404/stories/20070309006201000.htm .

19Ibid.

20 R. Ramachandran, « Coming Storms… ».

21Dionne Busha, « Gone with the Waves », *Frontline*, Vol. 24, No. 14 (2007) ; http://www.fllonnet.com/fl2414/stories/20070727000206600.htm

22Catherine Brahic, « Zero Emissions Needed to Avert "Dangerous" Warming », *New Scientist*, http://environment.newscientist.com/article.ns?id=dn12775&print=true

23 Thailand Human Development Report 2007: *Sufficiency Economy and Human Development*, Bangkok, United Nations Development Program, 2007, p. 48-49.